

LA DIRECTRICE DU RAFFINAGE À SONATRACH RASSURE

Les carburants sont «disponibles»

Les carburants sont disponibles, assure-t-on à Sonatrach, même si leur distribution a pâti des conditions hivernales. Dès 2018, l'Algérie ne devra plus importer de carburants mais relancera l'exportation de produits raffinés.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - «Les produits sont disponibles», assurait hier sur les ondes de la Chaîne III de la radio nationale, la directrice de la division raffinage à Sonatrach, M^{me} Zoubida Benmouffouk. Interrogée sur la tension autour du carburant qui sévit depuis des semaines dans plusieurs endroits du pays et même à Alger, M^{me} Benmouffouk évoquera certes l'impact des conditions hivernales actuelles. Soit des routes coupées et des ports bloqués, des «effets du mauvais temps qui ont effectivement généré des perturbations» dans la distribution du carburant dans les stations. Et cela, même si les entreprises chargées de la distribution fournissent, selon elle, des efforts pour «éviter» la réédition d'une telle situation.

Toutefois, Zoubida Benmouffouk récuse tout problème d'offre, dans la mesure où la production de carburants à partir des raffineries existantes (celles déjà rénovées d'Arzew et de Skikda et celle quasi rénovée d'Alger) ne pose pas problème.

Ainsi, la production actuelle avoisine les 9 millions de tonnes de gasoil et près de 4 millions de tonnes d'essences, indique l'invitée de la radio qui observe que les capacités de la raffinerie de Skikda ont été augmentées jusqu'à produire déjà 16,5 millions de tonnes. Voire, le programme de rénovation (réhabilitation, fiabilisation sur le long terme, sécurisation, protection de l'environnement et valorisation des produits) des raffineries pour lequel Sonatrach a engagé 4,5 milliards de dollars, a contribué à bien réduire la facture d'importation. Imposée par la forte demande en produits raffinés, l'accroissement «effréné» de la consommation et la nécessité de combler le déficit généré par l'arrêt des raffineries, l'importation de carburants, même si elle est compensée par l'exportation de brut, devrait toutefois diminuer.

Selon la directrice du raffinage qui indique que 64% du parc automobile carbure à l'essence, le programme de rénovation permet déjà de réduire de 40% la facture d'importation de gasoil et



La distribution a pâti des conditions climatiques.

de 50% la facture d'essence. Estimée à plus de 2 milliards de dollars et quantifiée à 2,8 millions de tonnes en 2013, l'importation de gasoil a été réduite à 1 million de tonnes en 2014, note la représentante de Sonatrach.

Voire, l'Algérie aura d'ici la fin mars 2016 une production «excédentaire» en essence et atteindra «un léger» /vente de gasoil, note M^{me} Benmouffouk, qui considère que l'objectif prévisionnel de 25 millions de tonnes

est déjà «une réalité». Dans cet ordre d'idées, la représentante de Sonatrach réfute toute assertion selon laquelle l'Algérie est devenue un grand importateur de produits raffinés et que l'activité raffinage est en perte de vitesse.

Outre le parc «conséquent» dont elle dispose et qui a fait l'objet d'un programme de rénovation abouti, l'activité raffinage sera consolidée par la mise en service, à l'horizon 2018, de trois nouvelles raffineries (à Biskra,

Tiaret et Hassi Messaoud), avance la représentante de Sonatrach.

Ainsi, Sonatrach consacrera globalement près de 10 milliards de dollars pour la réalisation de ces raffineries, soit 3,2 milliards de dollars pour la raffinerie de Tiaret, idem pour celle de Hassi Messaoud et un peu plus de 3,2 milliards de dollars pour celle de Biskra. Ces installations, dont les études de maturation sont «déjà mises en œuvre», dira-t-elle, permettront la production de quelque 9 millions de tonnes supplémentaires de gasoil et de 4 millions de tonnes supplémentaires d'essence ainsi que des lubrifiants, à l'horizon 2018 selon l'échéancier arrêté.

En outre, un projet de craquage du fioul permettra la valorisation du produit et la mise sur le marché de 2 millions de tonnes de gasoil, indique Zoubida Benmouffouk. D'où l'opportunité pour l'Algérie de ne plus recourir à l'importation mais de pouvoir exporter, considère la directrice de Sonatrach.

Voire de relancer cette activité d'exportation qui constituait une niche de revenus importants pour la compagnie, voila quelques décades.

C. B.

LE PRÉSIDENT DU FCE, ALI HADDAD, AFFIRME :

«Nous sommes contre la privatisation anarchique»

«Nous sommes contre la privatisation anarchique», déclarait hier le président du Forum des chefs d'entreprises (FCE), Ali Haddad, qui venait d'être reçu par le ministre de la Jeunesse, Abdelkader Khomri.

Réfutant toute propension à la prédation, évoquée ici et là, et rétorquant à «ceux qui râlent», Ali Haddad affirmera que le FCE «n'a jamais évoqué la privatisation du secteur public».

Il s'agit plutôt, considère le patron du groupe privé ETRHB, de stimuler la complémentarité entre les deux secteurs. «Le secteur public et le secteur privé peuvent travailler ensemble», «se compléter» en termes de transfert d'expertise et de savoir-faire, relève Ali Haddad. «Je suis contre la privatisation», dira-t-il en évoquant clairement le processus enclenché en 2004. Mais il appellera à «mettre les instruments» pour que le secteur privé prenne des participations dans le secteur public et réciproquement, à charge cependant que «chacun (des deux secteurs) travaille de manière intelligente», relève Ali Haddad.

Le président du FCE exprimera également son soutien à la règle 49/51 (régissant l'investissement étranger). Cette règle «doit être élargie aux marchés de gros», observe Haddad qui considère qu'il

y a des secteurs où l'investissement étranger est possible «mais pas au détriment des Algériens».

Comme le patron du FCE entend défendre «le cadre algérien», en appelant à la dépénalisation de l'acte de gestion. Auparavant, Ali Haddad avait indiqué que sa rencontre avec le ministre de la Jeunesse s'inscrit dans le cadre de la démarche impulsée par le FCE envers les jeunes, cette importante frange de la société. Ainsi, il exprimera le souci de valoriser ce «réservoir», cet «acquis», de «réfléchir à l'encadrement», l'insertion professionnelle et économique des élèves et des étudiants. En ce sens, l'organisation patronale qui a mis en place une commission sectorielle consacrée à la problématique de la jeunesse, a également impulsé la création d'incubateurs.

Conçus comme des lieux de créativité et d'entrepreneuriat, quatre incubateurs d'entreprises sont déjà lancés en collaboration avec des espaces similaires de Californie, Japon, France et Singapour, indiquera ultérieurement le président du



Ali Haddad préconise de valoriser l'acquis de la jeunesse.

Forum. Une volonté de stimuler l'entrepreneuriat que le ministre de la Jeunesse, Abdelkader Khomri, avait également exprimée.

Indiquant que sa rencontre avec le FCE a été l'occasion d'aborder la situation et les perspectives de l'économie nationale, le rôle du secteur public et du secteur privé et la complémentarité existante entre eux ainsi que les problématiques de la jeunesse, Abdelkader Khomri considérera, réitératif, que l'après-pétrole est «dans le tourisme, les services et l'agriculture» et dans le développement de l'entrepreneuriat juvénile et la création de richesses et d'emplois. En ce sens, le ministre prônera la «coopération» notamment avec le FCE, en termes de «transfert d'expertise», d'«accompagnement» des jeunes entrepreneurs.

Evoquant une réflexion en ce sens, Abdelkader Khomri n'écarte pas la possibilité de revoir, redimensionner les dispositifs de soutien à l'emploi des jeunes et de création d'entreprises en vue de booster l'activité industrielle et agricole.

A ce sujet, le ministre de la Jeunesse sollicite l'expertise des opérateurs du FCE pour la création d'«agropoles», des «espaces intégrés» où se regrouperaient les divers acteurs et intervenants de la chaîne agricole (production, conditionnement...).

Notons que lors de la rencontre avec le FCE, Abdelkader Khomri annoncera l'installation, aujourd'hui, du comité de suivi de recommandations de la conférence nationale sur la jeunesse, tenue en novembre dernier.

C. B.

Le projet du complexe des loisirs est seulement reporté

Le projet de création d'un grand complexe de divertissements et de loisirs pour les jeunes n'est pas remis en cause.

Inscrit dans le cadre du plan d'action du gouvernement, ce projet est seulement reporté en raison de la situation économique actuelle. C'est ce que laissait entendre hier le ministre de la Jeunesse lors de sa rencontre avec le FCE, en assurant que l'option n'est pas totalement abandonnée.

C. B.